



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INDORAMA VENTURES MOBILITY LONGLAVILLE SAS

P.E.D. - LONGLAVILLE
CS 51427
54414 LONGWY CEDEX
54400 Longwy

Références : 2026_0274
Code AIOT : 0006200339

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement INDORAMA VENTURES MOBILITY LONGLAVILLE SAS implanté 9087 RUE ERNEST HEMINGWAY POLE EUROPEEN DE DEVELOPPE 54810 Longlaville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDORAMA VENTURES MOBILITY LONGLAVILLE SAS
- 9087 RUE ERNEST HEMINGWAY POLE EUROPEEN DE DEVELOPPE 54810 Longlaville

- Code AIOT : 0006200339
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Indorama est autorisée par arrêté préfectoral n°2004-284 du 24 février 2005 modifié, à exploiter des installations de fabrication de fibres synthétiques en PET (capacité autorisée de 50 000 tonnes par an).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 16	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Sans objet
3	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 25/02/2005, article 23	Sans objet
4	Dépôt d'inhibiteur	Arrêté Préfectoral du 25/02/2005, article 42.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la dernière visite d'inspection de juillet 2024, l'exploitant a su mettre en place des actions correctives pour se mettre en conformité (gestion du bassin de confinement incendie, état des matières stockées).

En revanche, concernant les mesures de rejets atmosphériques, des non conformités persistent depuis plusieurs années sur les concentrations et flux d'acétaldéhydes, notamment au niveau de la tour aéroréfrigérante Marley. Des éléments ont été fournis par Indorama pour justifier de l'impossibilité de mettre en œuvre des techniques de réductions des rejets. De plus, Indorama a demandé une modification de son arrêté préfectoral sur les méthodes et fréquences d'analyses d'acétaldéhydes. Ce sujet fera l'objet d'une instruction et d'un rapport distincts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée :

Bassin de confinement des eaux incendie.

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

[...]

Constats :

Contexte :

Le site dispose d'un bassin d'orage de 14000 m3, qui sert également à recueillir les eaux d'incendie le cas échéant. Suite à une visite d'inspection en juillet 2024, il avait été demandé à l'exploitant de justifier que le volume nécessaire à la rétention des eaux d'incendie est en tout temps disponible. Le but de la présente visite était de vérifier les éléments mis en place.

Constat :

La procédure de gestions des eaux pluviales (PS-EN-13, révision du 20/12/2024) a été présentée.

La vidange du bassin est désormais effectuée tous les mois (de façon ponctuelle auparavant) après analyse de la qualité des eaux. Des vidanges supplémentaires peuvent également être réalisées en cas de niveau haut.

Il a été constaté sur GIDAF que des analyses sont bien effectuées mensuellement.

Les opérateurs utilisés ont été formés à cette nouvelle procédure, les feuilles d'émargement de formation de décembre 2024 et janvier 2025 ont été présentées.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air

Prescription contrôlée :

16.1)

Les rejets à l'atmosphère des différentes installations (évent d'échappement de la finition, du filage, tour de refroidissement) devront respecter à l'émission les valeurs suivantes :

COV (glycol, huile) < 100 mg/Nm3

acétaldéhydes < 20 mg/Nm³
inhibiteur < 20 mg/Nm³
particules < 20 mg/Nm³

Le débit massique horaire des composés organiques totaux (glycol, huile, acétaldéhydes, inhibiteur...), à l'exclusion du méthane, sera inférieur à 20 kg/h.

Le débit massique horaire des acétaldéhydes sera inférieur à 4 kg/h.

16.2)

Un contrôle semestriel de la teneur en polluant de ces rejets sera effectué par un organisme tiers.
[...]

Une campagne de mesures de la présence d'acétaldéhydes dans l'environnement autour de l'établissement [...] sera opérée par un organisme extérieur compétent au moins tous les 2 ans.
[...]

Constats :

Le dernier rapport de mesures de rejets atmosphériques au niveau des 5 points d'émission du site (tour aéroréfrigérante Marley TW 1030, cheminée OILMIST des buées et brouillards d'huile de la filature, four pyrolyse, 2 chaudières) a été présenté (mesures datant de novembre 2025, rapport de janvier 2026).

En ce qui concerne les 2 émetteurs mentionnés dans l'article 16 :

- Cheminée OILMIST : Les résultats sont conformes pour les poussières et les COV. En revanche, aucune mesure n'est réalisée pour les acétaldéhydes et l'inhibiteur, comme demandé par l'arrêté préfectoral.

- TAR Marley 1030A et B : Les résultats sont conformes pour les différents paramètres sauf pour le point B en ce qui concerne la concentration et le flux d'acétaldéhydes.

Les mesures pour ces 2 sources d'émission sont réalisées de façon semestrielle. L'exploitant a indiqué que les dernières mesures ont été effectuées les 9 et 10 mars 2026 mais le rapport n'a pas encore été réceptionné.

A noter également que des non conformités ont été observées au niveau du four pour les COV et acétaldéhydes.

La dernière campagne de mesures de la présence d'acétaldéhydes dans l'environnement autour du site a été réalisée en juin 2024. Le rapport indique que "toutes les valeurs mesurées au cours de la campagne de mesures sont en-dessous des valeurs toxicologiques de référence".

Concernant les non conformités en flux et en concentration d'acétaldéhydes dans les rejets

<p>atmosphériques qui sont répétées depuis plusieurs années, Indorama a demandé une mise à jour de son arrêté préfectoral pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supprimer les 2 mesures atmosphériques annuelles au niveau de la TAR en indiquant que les résultats étaient soumis à trop d'incertitude - utiliser la méthode du bilan massique de l'acétaldéhyde dans l'eau en amont et en aval de la tour avec 2 mesures hebdomadaires - augmenter la fréquence de mesures aux abords du site. <p>Indorama a également fourni des éléments concernant l'impossibilité de mettre en place des techniques de réduction des rejets d'acétaldéhydes. Cette demande et ces éléments feront l'objet d'une instruction et d'un rapport distinct.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'ajouter les paramètres acétaldéhydes et inhibiteur dans les prochaines mesures de rejets atmosphériques au niveau de la cheminée OILMIST (filature); - de transmettre à l'inspection, à réception, le rapport des mesures effectuées en mars 2026 et de proposer un plan d'actions si les mesures au niveau du four pyrolyse étaient à nouveau non conformes.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 3 : Moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2005, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La lutte contre l'incendie sera assurée par un réseau d'eau d'incendie desservant des poteaux et des robinets normalisés et par des dispositifs mobiles d'intervention. Le débit d'eau incendie du réseau sera de 400 m3/h sous une pression de 6 bars. [...] Les moyens seront entretenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera périodiquement entraîné à leur emploi. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un réseau maillé avec 21 poteaux incendie alimentés de manière principale par le réseau d'eau de ville et de manière secondaire par le réseau d'eaux industrielles du site. L'exploitant dispose également d'équipements pour pomper dans la Chiers, si besoin. Le réseau est en surpression par gravité (12 bars). Des extincteurs et RIA sont également répartis sur l'ensemble du site.</p> <p>Le dernier contrôle des poteaux incendie a été réalisé en 2024 : les débits des 21 poteaux sont compris entre 120 m3/h et 173 m3/h, avec une pression supérieure à 10 bars.</p>

Le dernier contrôle des RIA a eu lieu le 23/05/2025. Des observations ont été émises suite à ce contrôle. Vu par sondage, l'avis de travail n°501393 qui fait état de la réparation d'un diffuseur qui était hors service.

Le dernier contrôle des extincteurs a eu lieu le 23/05/2025. Une facture de septembre 2025 a été présentée pour le remplacement des extincteurs qui devaient l'être.

Une quarantaine de personnes sur le site sont Equipiers de Seconde Intervention. La formation est assurée en interne avec 2 sessions par an incluant des mises en situation. La feuille d'émargement de la dernière session de formation du 22/10/2025 a été présentée.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dépôt d'inhibiteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2005, article 42.7

Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Le réservoir sera installé à 100 m de la limite de propriété.

L'inhibiteur sera stocké et manipulé sous atmosphère d'azote.

[...]

Le réservoir sera implanté sur une cuvette de rétention d'un volume égal à 110% du volume stocké. Les murets de rétention seront stables au feu d'une durée de 4 heures. Ils ne seront pas traversés par des canalisations. Les supports du réservoir seront stables au feu 2 heures;

[...]

Le réservoir de stockage sera muni d'un dispositif d'arrosage par sprinkler assurant un débit de 10 L/m²/min de surface du réservoir.

[...]

Constats :

L'inhibiteur utilisé est le diisopropylamine.

Le stockage du produit, de 34 m³, est situé à environ 110 m des limites de propriété.

La cuve est inertée à l'azote (pas de ciel gazeux).

La cuvette de rétention a un volume d'environ 39 m³, soit 114 % du volume stocké.

Les murets de la cuvette sont en béton et les supports de la cuve sont métalliques. L'ensemble est en bon état (vérification visuelle).

La cuve est située en extérieur dans une zone grillagée et cadenassée. Un affichage ATEX, ainsi que des consignes de sécurité sont présents .

Le réservoir, ainsi que les équipements autour, sont sprinklés.

La vérification des installations de sprinklage est réalisée de manière semestrielle et le dernier rapport de contrôle du 19/11/2025 a été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite

